

TI_GERICHTE 35.2025.60 vom 24. November 2025

TI Tribunale d'appello, 2025-11-24, IT

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti_gerichte_35.2025.60

FR: TI_GERICHTE 35.2025.60 du 24 novembre 2025

IT: TI_GERICHTE 35.2025.60 del 24 novembre 2025

Erwägungen

E. 4

Dans un arrêt récent (9C_191/2016 du 18 mai 2016), le Tribunal fédéral a rappelé que les art. 61 let. b LPGA et 10 al. 5 OPGA, qui prévoient l'octroi d'un délai supplémentaire pour régulariser un acte de recours respectivement une opposition, visent avant tout à protéger l'assuré sans connaissances juridiques qui, dans l'ignorance des exigences formelles de recevabilité, dépose une écriture dont la motivation est inexistante ou insuffisante peu avant l'échéance du délai de recours ou de l'opposition, pour autant qu'il en ressorte clairement que son auteur entend obtenir la modification ou l'annulation d'une décision le concernant et sous réserve de situations relevant de l'abus de droit (cf. ATF 134 V 162). Le Tribunal fédéral a ensuite souligné que l'existence d'un éventuel abus de droit peut être admise plus facilement lorsque l'assuré est représenté par un mandataire professionnel, dès lors que celui-ci est censé connaître les exigences formelles d'un acte de recours ou d'une opposition et qu'il lui est également connu qu'un délai légal n'est pas prolongeable. Aussi a-t-il jugé qu'en cas de représentation, l'octroi d'un délai supplémentaire en application des dispositions précitées s'impose uniquement dans la situation où l'avocat ou le mandataire professionnellement qualifié ne dispose plus de suffisamment de temps à l'intérieur du délai légal non prolongeable du recours, respectivement de l'opposition, pour motiver ou compléter la motivation insuffisante de l'écriture initiale. Il s'agit typiquement de la situation dans laquelle un assuré, qui n'est pas en possession du dossier le concernant, mandate tardivement un avocat ou un autre mandataire professionnellement qualifié et qu'il n'est pas possible à ce dernier, en fonction de la nature de la cause, de prendre connaissance du dossier et de déposer un recours ou une opposition motivés à temps. Il n'y a alors pas de comportement abusif de la part du mandataire professionnel s'il requiert immédiatement la consultation du dossier et motive ultérieurement l'écriture initiale qu'il a déposée dans le délai légal pour sauvegarder les droits de son mandant. En dehors du cas de figure décrit, le Tribunal fédéral a retenu a contrario que les conditions de l'octroi d'un délai supplémentaire en vertu des art. 61 let. b LPGA et 10 al. 5 OPGA ne sont pas données et qu'il n'y a pas lieu de protéger la confiance que le mandataire professionnel a placée dans le fait qu'un tel délai lui a été accordé (à tort). Dans le cas dont la Cour fédérale avait à juger (arrêt 9C_191/2016 précité), la décision administrative litigieuse avait été notifiée à son destinataire le 1er avril 2014 et le délai d'opposition échéait le 16 mai 2014 en tenant compte de la suspension des délais. L'avocat mandaté par l'assuré concerné avait formé une opposition non motivée le 2 avril 2014 en demandant à consulter le dossier de son mandant ainsi qu'un délai supplémentaire de 30 jours pour motiver son opposition en référence à l'art. 10 al. 5 OPGA, ce qui lui avait été accordé (jusqu'au 30 mai 2014). Le dossier fut communiqué à l'avocat le 10 ou le 11 avril 2014. Celui-ci déposait une opposition motivée le dernier jour du délai prolongé (le 30 mai 2014). Vu le temps encore suffisant à disposition de l'avocat pour régulariser son opposition initiale à l'intérieur de délai légal, la Cour fédérale a considéré

que l'administration n'avait pas respecté la ratio legis de l'art. 10 al. 5 OPGA en octroyant un délai supplémentaire au 30 mai 2014, ce que le mandataire professionnel aurait dû reconnaître sachant que le délai d'opposition de 30 jours, en tant que délai légal, n'est pas prolongeable (art. 40 al. 1 LPGa). Celui-ci ne pouvait donc se prévaloir de bonne foi de l'octroi du délai prolongé à l'appui de la recevabilité de son opposition motivée. Cette écriture, parvenue à l'administration dans le délai supplémentaire accordé mais en dehors du délai légal de 30 jours, était par conséquent irrecevable. Celle, initiale, l'était également, faute de contenir une motivation.

E. 5

En l'occurrence, on se trouve dans une situation similaire. Il ressort des faits constatés par les juges cantonaux que le délai légal de 30 jours pour former opposition à la décision de la CNA du 23 novembre 2016 arrivait à échéance au plus tôt le 9 janvier 2017. L'assuré a mandaté ASSUAS, qui revêt la qualité d'un mandataire professionnellement qualifié en matière de droit des assurances sociales, pour la défense de ses intérêts dans la procédure d'opposition. Le 2 décembre 2016, soit à une date encore bien éloignée de l'échéance du délai légal d'opposition, ASSUAS a déposé une écriture d'opposition en prenant uniquement une conclusion relative à l'indemnité pour atteinte à l'intégrité et dépourvue de grief et de conclusion sur l'aspect de la décision concernant la rente. Après avoir sollicité et obtenu de la CNA la communication du dossier administratif et médical le 14 décembre 2016, il restait à ASSUAS encore 26 jours avant l'échéance du délai légal, dont 10 en dehors de la période de suspension des délais, pour compléter le cas échéant les conclusions et la motivation de son écriture d'opposition initiale. Cet intervalle de temps doit être considéré comme suffisant au sens de la jurisprudence exposée ci-dessus (cf. supra 4), surtout que les exigences de motivation ne sont pas très élevées en procédure d'opposition. Il s'ensuit qu'ASSUAS ne pouvait compter sur le fait qu'un délai supplémentaire lui avait été accordé jusqu'au 28 février 2017 pour indiquer à ce moment-là les points sur lesquelles la décision de la CNA était attaquée et les motiver, alors qu'elle aurait pu le faire dans le délai légal. Aussi bien, dès lors qu'il n'est pas possible de déduire de l'opposition du 2 décembre 2016 que l'assuré entendait contester la décision du 23 novembre 2016 sur ses deux objets, faute de grief et conclusion sur la question du droit à la rente, la recourante était-elle fondée à considérer que ladite décision était entrée en force sur ce point. Le recours doit donc être admis et le jugement cantonal réformé en tant qu'il renvoie la cause à la CNA pour statuer sur le droit à la rente par une décision sur opposition. (...)” In proposito, vedi anche STF 8C_318/2025 del 26 settembre 2025 consid. 3.3.; 8C_245/2022 del 7 settembre 2022 consid. 3.3; 8C_289/2022 del 5 agosto 2022 consid. 4; 8C_660/2021 del 28 giugno 2022 consid. 3.3; 9C_191/ 2016 del 18 maggio 2016 (cfr., pure, la STCA 35.2022.74 del 24 gennaio 2023 consid. 2.5.). 2.6. Ai fini del presente giudizio giova qui segnalare, in particolare, la sentenza 8C_245/2022 del 7 settembre 2022, riguardante il caso di un'avvocata, al beneficio di una procura sottoscritta il 7 agosto 2021 dall'assicurato, che, con scritto del 9 agosto 2021, aveva informato l'amministrazione che il suo cliente interponeva opposizione contro la decisione del 14 luglio 2021 notificata il 22 luglio 2021, chiedendo nel contempo la trasmissione degli atti, al fine di poter motivare l'opposizione. In data 16 agosto 2021 le era stata inviata una copia del dossier. Con scritto del 31 agosto 2021, la patrocinatrice aveva comunicato all'amministrazione che: “ Afin que je puisse prendre connaissance du dossier et conférer avec mon mandant de son dossier, je vous informe que la motivation de l'opposition formée le 9 août 2021 vous parviendra le 30 septembre 2021 au plus tard ". Il 30 settembre 2021 la patrocinatrice aveva motivato

l'opposizione interposta contro la decisione del 14 luglio 2021. Con decisione del 20 ottobre 2021, l'assicuratore LAINF aveva dichiarato irricevibile l'opposizione, per il motivo che quella del 9 agosto 2021 non era stata motivata mentre quella del 30 settembre 2021 era sì motivata ma tardiva, visto che il termine legale per interporla era scaduto il 14 settembre 2021. Con pronuncia del 7 marzo 2022, la Corte delle assicurazioni sociali del Cantone Vaud aveva annullato la decisione impugnata e rinviato gli atti all'amministrazione, affinché entrasse nel merito dell'opposizione, ritenendo, tra l'altro, che la stretta applicazione delle regole di procedura fosse lesiva del principio di interdizione di un eccessivo formalismo e delle regole della buona fede. Chiamata a pronunciarsi, la Corte federale ha innanzitutto nuovamente sottolineato la ratio legis degli articoli 61 lett. b LPGa e 10 cpv. 5 OPGA (cfr. consid. 3.3 della STF in questione). In particolare, essa ha ribadito che, a fronte di un termine legale non prorogabile di 30 giorni per presentare opposizione contro una decisione, è stata prevista l'assegnazione di un congruo termine da parte dell'autorità per rimediare ai vizi di forma (mancanza di conclusioni e motivazione) ai sensi degli articoli 61 lett. b LPGa e 10 cpv. 5 OPGA, così da proteggere il semplice cittadino privo di conoscenze giuridiche, il quale, ignorando le esigenze formali di ricevibilità, ha depositato poco prima della scadenza del termine di 30 giorni uno scritto privo di motivazione, o la cui motivazione appare carente, dandogli così modo di presentare un'opposizione in buona e dovuta forma. Un'analogha assegnazione s'impone anche nel caso in cui l'assicurato abbia agito con il patrocinio di un avvocato o di altro rappresentante professionalmente qualificato nella materia, ma solo allorquando tali soggetti, a causa del tardivo incarico, non dispongano più di sufficiente tempo per adeguatamente motivare l'impugnativa per mancanza di conoscenza degli atti. Al di fuori di tale fattispecie, non vi sono altri casi in cui il termine possa essere legittimamente prorogato (cfr. STF 8C_817/2017 del 31 agosto 2018 consid. 4 e riferimenti). L'Alta Corte ha quindi annullato la sentenza cantonale e confermato la decisione dell'assicuratore LAINF, sottolineando in particolare come la patrocinatrice dell'assicurato avesse mancato di soddisfare le (non elevate) esigenze di motivazione richieste nella procedura d'opposizione entro il termine legale del 14 settembre 2021, nonostante avesse avuto sufficientemente tempo per farlo (considerato che il dossier le era stato inviato il 26 agosto 2021 e che il suo scritto era datato 31 agosto 2021, ovvero 19 giorni rispettivamente 14 giorni prima della scadenza del termine legale). Il TF ha segnatamente rilevato quanto segue: "

E. 5.2

Il ressort des faits constatés par l'autorité précédente que le délai légal de 30 jours pour former opposition à la décision de la recourante du 14 juillet 2021 arrivait à échéance le 14 septembre 2021. Ce délai n'était pas prolongeable (cf. art. 40 al. 1 LPGa). Le 9 août 2021, soit à une date encore bien éloignée de l'échéance du délai légal d'opposition, M e (...), spécialiste FSA en responsabilité civile et en droit des assurances, a formé une opposition non motivée au nom et pour le compte de l'intimé. Sur requête de la mandataire, la recourante lui a fait parvenir le dossier de l'intimé le 26 août 2021, soit 19 jours avant l'échéance du délai légal d'opposition. Au moment de l'envoi de son écriture du 31 août 2021, il restait à la mandataire encore 14 jours avant l'échéance dudit délai pour motiver l'opposition. Cet intervalle de temps doit être considéré comme suffisant au sens de la jurisprudence exposée ci-dessus (cf. consid. 3.3 supra), surtout que les exigences de motivation ne sont pas très élevées en procédure d'opposition. Les conditions d'octroi d'un délai supplémentaire de régularisation au sens de l'art. 10 al. 5 OPGA n'étaient donc pas réunies. A ce titre, le fait que l'intimé ait séjourné à l'étranger du 27 juillet 2021 au 20

septembre 2021 n'est pas déterminant, tout indiquant que M e (...) était en contact avec l'intimé - qui a signé une procuration le 7 août 2021 - durant cette période. Au demeurant, les écritures des 9 et 31 août 2021 ne font pas mention d'un séjour à l'étranger qui justifierait l'octroi d'un délai pour régulariser l'opposition. Dès lors que la recourante ne pouvait pas - les conditions de l'art. 10 al. 5 OPGA n'étant pas remplies - octroyer à l'intimé un délai de régularisation pour motiver son opposition, le point de savoir si l'écriture du 31 août 2021 aurait dû être interprétée comme une demande de prolongation de délai peut rester indécis. En tant que mandataire professionnelle, de surcroît spécialiste FSA en responsabilité civile et en droit des assurances, M e (...) devait savoir qu'elle ne pouvait pas motiver l'opposition au-delà du 14 septembre 2021 et la recourante n'était pas tenue d'attirer son attention sur ce point. Le silence de la recourante ensuite de la réception de l'écriture du 31 août 2021 ne pouvait en tout cas pas être interprété comme l'admission tacite d'une requête de prolongation du délai jusqu'au 30 septembre 2021. On ajoutera, par surabondance de motifs, que même si la recourante avait, à tort, expressément accordé une telle prolongation de délai, la confiance qu'aurait placée la mandataire dans l'octroi de ce délai supplémentaire n'aurait pas pu être protégée (cf. consid. 3.3 in fine supra; cf. aussi arrêt 8C_217/2021 du 7 juillet 2021 consid. 6.2). Le grief tiré d'une violation de l'art. 10 al. 5 OPGA s'avère ainsi fondé." In una recente sentenza 8C_318/2025 del 26 settembre 2025, l'Alta Corte ha parimenti annullato la pronuncia dei primi giudici e confermato la decisione con la quale l'amministrazione aveva dichiarato irricevibile l'opposizione presentata dall'assicurazione di protezione giuridica di un'assicurata. In quel caso, con decisione del 25 marzo 2024, notificata il 26 marzo 2024, l'assicuratore infortuni aveva posto termine alle prestazioni in relazione all'infortunio del 7 marzo 2019. L'assicurata, rappresentata dalla propria assicurazione di protezione giuridica, come da procura sottoscritta in data 1 maggio 2024, con scritto del 2 maggio 2024 aveva interposto formale opposizione, richiedendo la copia degli atti al fine di poter adeguatamente motivare l'opposizione. Il 15 maggio 2024 l'istituto assicuratore aveva quindi chiesto alla rappresentante dell'assicurata di voler trasmettere entro il 22 maggio 2024 una copia dell'annuncio di infortunio inviatole dall'assicurata, precisando che in difetto di ciò, non sarebbe entrato nel merito dell'opposizione. A fronte dell'ulteriore richiesta di accesso agli atti del dossier formulata in data 16 maggio 2024 dall'assicurazione di protezione giuridica, in data 27 maggio 2024 l'assicuratore infortuni aveva dichiarato l'opposizione irricevibile. Con pronuncia del 2 maggio 2025, la Corte delle assicurazioni sociali del Canton Ginevra aveva annullato la decisione impugnata e rinviato gli atti all'amministrazione affinché entrasse nel merito dell'opposizione. Chiamata a pronunciarsi, la Corte federale ha innanzitutto nuovamente sottolineato la ratio legis degli articoli 61 lett. b LPGa e 10 cpv. 5 OPGA (cfr. consid. 3.3 della STF in questione). In particolare, essa ha ribadito che, a fronte di un termine legale non prorogabile di 30 giorni per presentare opposizione contro una decisione, è stata prevista l'assegnazione di un congruo termine da parte dell'autorità per rimediare ai vizi di forma (mancanza di conclusioni e motivazione) ai sensi degli articoli 61 lett. b LPGa e 10 cpv. 5 OPGA, così da proteggere il semplice cittadino privo di conoscenze giuridiche, il quale, ignorando le esigenze formali di ricevibilità, ha depositato poco prima della scadenza del termine di 30 giorni uno scritto privo di motivazione, o la cui motivazione appare carente, dandogli così modo di presentare un'opposizione in buona e dovuta forma. Un'analoga assegnazione s'impone anche nel caso in cui l'assicurato abbia agito con il patrocinio di un avvocato o di altro rappresentante professionalmente qualificato nella materia, ma solo allorquando tali soggetti, a causa del tardivo incarico, non dispongano più di sufficiente tempo per

adeguatamente motivare l'impugnativa per mancanza di conoscenza degli atti. Al di fuori di tale fattispecie, non vi sono altri casi in cui il termine possa essere legittimamente prorogato (cfr. STF 8C_245/2022 del 7 settembre 2022 consid. 3.3.; 8C_817/2017 del 31 agosto 2018 consid. 4 e riferimenti). L'Alta Corte ha quindi annullato la sentenza cantonale e confermato la decisione dell'assicuratore LAINF, sottolineando in particolare come l'assicurazione di protezione giuridica, nonostante fosse stata contattata dall'assicurata in data 19 aprile 2024 (quindi ben prima della scadenza del termine legale per formulare opposizione, scadente il 7 maggio 2024), avesse atteso fino al 30 aprile 2024 per inviare alla ricorrente la procura da sottoscrivere e addirittura fino al 2 maggio 2024 per formulare un'opposizione non rispettosa delle (non elevate) esigenze di motivazione richieste nella procedura d'opposizione, richiedendo di poter avere accesso agli atti, senza neppure preoccuparsi di attirare l'attenzione dell'amministrazione sull'urgenza della richiesta, stante l'ormai prossima scadenza del termine (il 7 maggio 2024). Il TF ha segnatamente rilevato quanto segue: " (...) 5.3. Il ressort des constatations du tribunal cantonal que l'intimée a pris contact avec sa mandataire le 19 avril 2024, que cette dernière lui a envoyé une procuration pour signature le 30 avril 2024, puis qu'elle a adressé à la recourante une opposition non motivée, avec une demande d'accès au dossier, le jeudi 2 mai 2024, par courrier électronique et par courrier postal reçu par la recourante le lendemain, c'est-à-dire trois jours ouvrables avant l'échéance du délai légal le mardi 7 mai 2024. Contrairement à l'avis de la juridiction cantonale, on ne peut pas reprocher à la recourante de n'avoir pas immédiatement réagi à ces communications en envoyant le dossier demandé avant l'échéance du délai de recours. Il ne ressort pas des constatations des premiers juges que l'intimée aurait mis en évidence d'une quelconque manière le caractère urgent de sa demande en raison de l'échéance très proche du délai d'opposition. Par ailleurs, un délai de traitement de trois jours ouvrables pour une demande de consultation d'un dossier n'a rien d'exceptionnel. La mandataire de l'intimée a elle-même attendu plus de dix jours avant de demander une procuration à sa mandante et plus de douze jours avant de demander le dossier à la recourante pour consultation. À défaut d'agir plus rapidement, il lui appartenait au moins de mettre en évidence le caractère urgent de sa demande. Elle ne pouvait pas se limiter aux démarches qu'elle avait elle-même effectuées en prenant bien davantage de temps, laisser le délai d'opposition arriver à échéance sans autre intervention auprès de la recourante et ensuite lui faire grief de ne pas lui avoir communiqué le dossier dans les trois jours. Pour les mêmes motifs, la recourante a refusé à juste titre de prolonger le délai pour motiver l'opposition, la mandataire de l'intimée ayant trop tardé avant de faire signer une procuration et de demander à consulter le dossier pour pouvoir déposer une opposition motivée en temps utile. Seul le mandataire professionnel consulté tardivement ou qui n'a pu prendre connaissance du dossier qu'au dernier moment, voire qui n'a pas pu en prendre connaissance en dépit d'une demande présentée avec diligence, peut obtenir un délai pour compléter son opposition." 2.7. Il TCA ricorda infine che, giusta l'art. 40 cpv. 1 LPGA, il termine legale non può essere prorogato. Il cpv. 2 della medesima norma recita che se l'assicuratore assegna un termine per una determinata azione, commina contemporaneamente le conseguenze in caso d'inosservanza. Sono escluse conseguenze diverse da quelle comminate. Ai sensi del cpv. 3, il termine stabilito dall'assicuratore può essere prorogato, purché sussistano motivi sufficienti, se la parte ne fa richiesta prima della scadenza. 2.8. Nel caso di specie, dalle carte processuali emerge che il sindacato _____ – designato dall'assicurato quale suo rappresentante a seguito dell'emanazione della decisione del 27 marzo 2025, come risulta dalla procura sottoscritta in data 24 aprile

2025 (cfr. doc. 69) – con scritto del 24 aprile 2025 ha interposto una “opposizione con riserva di complemento”, del seguente tenore: “ (...) Avverso la decisione citata in oggetto e ivi allegata il nostro patrocinato Sig. RI 1 interpone opposizione con riserva di complemento. Conformemente alla procura anch’essa allegata alla presente chiediamo cortesemente in visione gli atti concernenti l’infortunio N. _____ al fine di poter apportare le necessarie argomentazioni (mediche) a sostegno della tesi dell’assicurato.” (Doc. 68) L’istituto assicuratore sostiene che tramite messaggio di posta elettronica del 25 aprile 2025, ore 14:12:55, ha assegnato all’assicurato un termine scadente il 27 maggio 2025 per completare l’opposizione, o ritirarla, rendendo attento l’assicurato che in caso di mancato rispetto del termine l’opposizione sarebbe stata dichiarata irricevibile (cfr. doc. 71). Con messaggio di posta elettronica criptato (Secure Large File Transfer (LFT)) del 25 aprile 2025, ore 14:13:00, avente ad oggetto “atti _____ [data di scadenza 25.05.2025] [not secured by HIN], l’CO 1 ha trasmesso al rappresentante dell’assicurato gli atti richiesti (doc. H). Dalla conferma di ricezione del 25 aprile 2025, ore 16:54:54 risulta che l’e-mail del 25 aprile 2025, ore 14:13:00, con oggetto “atti _____ [confidential]”, è stato correttamente ricevuto da _____ (“This is a delivery confirmation for the secure web mail”) (cfr. doc. S). Con scritto del 30 maggio 2025, l’avv. RA 1, nel frattempo divenuta patrocinatrice dell’assicurato, come risulta dalla procura sottoscritta in data 26 maggio 2025 (cfr. doc. 81), ha completato l’opposizione del 24 aprile 2025, contestando dal profilo medico la chiusura del caso (doc. 72). In data 10 giugno 2025 l’CO 1 ha dichiarato irricevibile l’opposizione dell’assicurato, con la seguente motivazione: “ (...) C. Con decisione del 27.03.2025 la CO 1 ha chiuso il caso con il 3.4.2025 in quanto a mente del servizio medico i disturbi non sono più imputabili all’infortunio. L’intervento non concerne i postumi dell’infortunio. D. Avverso predetta decisione _____, ha formato tempestiva opposizione in data 24.4.2025 con riserva di completamento e chiesto in visione gli atti. E. il 25.4.2025 la CO 1 ha trasmesso al Sindacato il proprio incarto e ha fissato un termine scadente il 27.5.2025 per motivare l’opposizione con le comminatorie di legge. F. Entro il termine fissato la motivazione non è stata trasmessa alla Posta. (...) 2. Dato che l’opposizione del 24.4.2025 non adempie i requisiti formali minimi vigenti e non avendo l’assicurato provveduto a sanare i vizi formali entro il termine che gli è stato impartito, l’opposizione non può essere esaminata nel merito.” (Doc. B). Con l’impugnativa, la patrocinatrice dell’assicurato ha contestato la posizione dell’CO 1, rilevando che, in assenza di un termine, le sue motivazioni del 30 maggio 2025 sono da considerare tempestive. L’avv. RA 1 ha, in particolare, contestato che _____ (precedente rappresentante legale dell’assicurato) abbia mai ricevuto la presunta e-mail del 25 aprile 2025 con la quale sarebbe stato impartito il termine del 27 maggio 2025 per completare l’opposizione. Al contrario, come peraltro risulta chiaramente dalla conferma di ricezione recante quale oggetto la e-mail del 25 aprile 2025 delle ore 14:13:00, ella ha sottolineato che _____ abbia ricevuto unicamente la e-mail del 25 aprile 2025, ore 14:13:00, contenente gli atti. Alla luce di tali inequivocabili dati di fatto, la legale ha quindi chiesto che l’opposizione cautelativa del 24 aprile 2025 completata dalle osservazioni del 30 maggio 2025 vengano considerate tempestive, con conseguente obbligo per l’CO 1 ad entrare nel merito (doc. I). In sede risposta, l’CO 1 ha puntualizzato che il messaggio di posta elettronica del 25 aprile 2025 contenente il termine del 27 maggio 2025 concesso per completare l’opposizione e quello di medesima data contenente gli atti dell’incarto costituiscano un tutt’uno, di modo che non sia possibile ritenere che il precedente rappresentante legale dell’assicurato ne abbia ricevuto solo uno, senza l’altro (doc. III). 2.9. Chiamato a pronunciarsi, il TCA rileva

che la decisione del 27 marzo 2025 è stata notificata all'assicurato il 4 aprile 2025, così come risulta dal tracciamento degli invii raccomandati esteri. Pertanto il termine di 30 giorni per interporre opposizione previsto dall'art. 52 cpv. 1 LPGA, ha iniziato a decorrere il 5 aprile 2025 (art. 38 cpv. 1 LPGA) e sarebbe giunto a scadenza il 5 maggio 2025, ma, stante la sospensione dei termini dal settimo giorno precedente la Pasqua (che cadeva il 20 aprile 2025) al settimo giorno successivo alla Pasqua incluso (cfr. art. 38 cpv. 4 lett. a LPGA), è in realtà giunto a scadenza il 20 maggio 2025. Alla luce di quanto precede, al momento in cui _____ ha ricevuto gli atti da parte dell'CO 1, così come da conferma di ricezione del 25 aprile 2025 (cfr. doc. S), mancavano ancora ben 25 giorni alla scadenza del termine legale per opporsi alla decisione formale del 27 marzo 2025 (che spirava, come visto, il 20 maggio 2025). Pertanto, _____ aveva ancora sufficiente tempo per completare l'opposizione cautelativa, tanto più che le esigenze di motivazione richieste in tale procedura non sono elevate (per un caso in cui questo Tribunale ha indicato che per un avvocato anche 9 giorni sarebbero un tempo ancora sufficiente per formulare opposizione, si veda la STCA 35.2023.16 del 10 maggio 2023 consid. 2.10.). In questo contesto va ricordato che nella STF 8C_289/2022 del 5 agosto 2022 pubblicata in SVR 1/2023 UV nr. 4, l'Alta Corte ha avuto modo di rilevare come un rappresentante legale titolare di un diploma in diritto, il quale l'ultimo giorno del termine di 30 giorni per interporre opposizione (in casu il 14 settembre 2021) chiede una proroga del termine (di 10 giorni, accordatagli, fino al 26 settembre 2021), senza motivare la propria domanda, ma invocando una lunga assenza per malattia e il carico lavorativo elevato, commette un abuso di diritto. In effetti, dato che aveva ricevuto il mandato per tempo (in data 2 agosto 2021, quindi ancora ampiamente all'interno del termine legale di 30 giorni, scadente il 14 settembre 2021, per presentare un'opposizione contro la decisione del 16 luglio 2021) e disponeva di tutti i documenti necessari, la proroga del termine concessagli, a torto, violando la legge, non può essere tutelata. In un'altra sentenza 8C_217/2021 del 7 luglio 2021 pubblicata in SVR 12/2021 UV nr. 41 p. 183, concernente il caso di un avvocato che, dopo che gli era stata notificata direttamente una decisione (datata 27 marzo 2020), ha presentato un'opposizione cautelativa immotivata senza petito l'ultimo giorno del termine per opporsi (ossia il 19 maggio 2020), chiedendo la trasmissione degli atti e una proroga del termine per presentare la motivazione, l'Alta Corte ha sottolineato il carattere abusivo dell'agire del legale. Quest'ultimo, infatti, avrebbe dovuto richiedere prontamente la trasmissione degli atti, così da motivare l'opposizione entro il termine di 30 giorni, non prorogabile - come doveva essergli noto. La proroga ottenuta (fino al 22 giugno 2020) non era quindi giustificata, motivo per il quale non può essere tutelato l'affidamento nel termine suppletorio accordato illecitamente. Inoltre, in data 29 maggio 2020 l'avvocato aveva informato l'assicuratore che nel frattempo il patrocinio era stato assunto da un altro legale, il quale in data 20 giugno 2020 ha chiesto una (ulteriore) proroga del termine per motivare l'opposizione, producendo regolare procura sottoscritta in data 5 giugno 2020. L'Alta Corte ha evidenziato come in caso di cambiamento di avvocato, anche il nuovo patrocinatore doveva essere consapevole che un termine legale non è prorogabile e che al suo predecessore era stato, a torto, concesso un termine suppletorio per la presentazione della motivazione. L'affidamento nella proroga del termine suppletorio concesso in maniera illecita non deve perciò venir tutelato (consid. 6.3). In simili circostanze, nel caso concreto, al di là della controversia ricorsuale circa l'effettivo invio e conseguente ricezione da parte del precedente rappresentante legale dell'assicurato del messaggio di posta elettronica con il quale l'assicuratore ha fissato il termine del 27 maggio 2025 per completare l'opposizione,

resta il fatto che, in ossequio alla giurisprudenza federale riportata ai considerandi 2.5. e 2.6., l'amministrazione non avrebbe dovuto assegnare un termine supplementare in applicazione dell'art. 10 cpv. 5 OPGA. Non sussistevano, infatti, i presupposti per beneficiare della deroga suddetta, stante il fatto che l'assicurato era già rappresentato da un sindacato professionalmente qualificato nella materia - e che è dotato al proprio interno di un servizio giuridico - il quale disponeva del tempo necessario per interporre opposizione, soddisfacendo le esigenze formali minime richieste per una valida motivazione in tale procedura, che avrebbero consentito al rappresentante dell'insorgente di contestare il provvedimento in questione, persino con poche frasi. Su questo ultimo aspetto, in una sentenza 8C_10/2021 del 28 aprile 2021 consid. 3.3, l'Alta Corte, chiamata ad esprimersi circa le reali facoltà per il ricorrente di potersi opporre alla decisione dell'11 novembre 2015 con la quale le prestazioni venivano ridotte del 20%, ha confermato la crescita in giudicato della stessa, non contestata dall'assicurato, indicando che: " Le risultanze agli atti non permettono di concludere che la situazione psichica fosse a tal punto grave da non permettere al ricorrente di comprendere la portata della decisione dell'11 novembre 2015. Essa si estende su a mala pena due pagine ed è redatta in un linguaggio semplice, senza particolari termini tecnici e afferma esplicitamente: "vista la situazione dobbiamo ridurre del 20% le prestazioni in contanti". Le esigenze formali di un'opposizione sono minime e avrebbero permesso al ricorrente di contestare facilmente il provvedimento, persino con poche frasi (art. 10 cpv. 5 OPGA ; sentenze 8C_171/2020 del 14 aprile 2020 consid. 4.3 e 8C_386/2016 del 10 novembre 2016 consid. 4). In ogni caso, la riduzione non sarebbe censurabile con successo. L'opponente ha applicato, anche in presenza di un reato intenzionale, l'art. 37 cpv. 3 LAINF e non la fattispecie dell'art. 21 LPGA. L'entità della riduzione si dimostra ancora contenuta a una disamina puramente oggettiva dei fatti (inseguimento dalla Polizia, guida spericolata e a seguire perdita di controllo del veicolo), mentre essa tiene prudentemente conto dello stato soggettivo di alterazione del ricorrente al momento dei fatti (DTF 120 V 224 consid. 4b; recentemente sentenza 8C_180/2020 del 12 maggio 2020 consid. 3 con riferimenti). Il ricorso non ha pertanto pregio ." Del resto, la Corte federale ha avuto modo di precisare che un avvocato deve sapere che il termine per interporre opposizione, in quanto termine legale, non può essere prorogato (art. 40 cpv. 1 LPGA), trattandosi, tra l'altro, pure di un principio generale del diritto (cfr. STF 8C_289/2022 del 5 agosto 2022 pubblicata in SVR 1/2023 UV nr. 4; 8C_217/2021 del 7 luglio 2021 pubblicata in SVR 12/2021 UV nr. 41 p. 183). Va qui ricordato che, per costante giurisprudenza, gli assicurati devono sopportare le conseguenze delle azioni od omissioni delle persone alle quali hanno affidato il compito di fare valere i propri diritti (cfr. STF 8C_126/2019 del 5 marzo 2019; STF 9C_739/2018 del 14 febbraio 2019 consid. 5.3.; STF 8C_431/2018 del 24 gennaio 2019 consid. 4.3.; STF 8C_787/2018 del 17 dicembre 2018; STF 8C_915/2014 del 26 febbraio 2015 consid. 4.1.; STF 8C_563/2010 del 29 settembre 2010 consid. 2.2.; STF 8C_984/2008 dell'11 maggio 2009; DLA 2002 pag. 259; STCA 38.2008.1 dell'8 maggio 2008 confermata dal TF con sentenza 8C_466/2008 del 1° aprile 2009; STCA 38.2014.42 del 20 novembre 2014 consid. 2.6.; STCA 35.2006.39 del 7 settembre 2006 consid. 2.7.; STCA 39.2002.67 del 20 febbraio 2003, STCA 35.2019.75 del 23 gennaio 2020 confermata in STF 8C_171/2020 del 14 aprile 2020). 2.10. A titolo abbondanziale, questo Tribunale evidenzia che, in ogni caso, accertato che l'CO 1 non avrebbe dovuto assegnare alcun termine supplementare oltre a quello legale di 30 giorni dalla ricezione della decisione (scadente il 20 maggio 2025), ancora lontano al momento della trasmissione degli atti avvenuta in data 25 aprile 2025, va rilevato che sia il sindacato,

sia l'attuale patrocinatrice - i quali, come più volte evidenziato con il ricorso e in corso di causa, sarebbero stati all'oscuro della proroga del termine concessa (a torto) dall'amministrazione - non potevano credere di poter completare l'opposizione cautelare del 24 aprile 2025 a loro piacimento, disponendo a tal fine di un tempo indefinito e privo di termine. Stante l'importanza di conoscere il termine ultimo disponibile per interporre un'opposizione rispettosa delle esigenze legali, la professionista avrebbe necessariamente dovuto sincerarsi di quanto tempo avesse a disposizione per presentare un'opposizione nelle dovute forme, se del caso fornendo una motivazione sommaria, persino con poche frasi (cfr., a tal proposito, STF 8C_10/2021 del 28 aprile 2021 consid. 3.3; 8C_171/2020 del 14 aprile 2020 consid. 4.3; 8C_386/2016 del 10 novembre 2016 consid. 4; STCA 35.2022.74 del 24 gennaio 2023 consid. 2.7.) - ribadite le (non elevate) esigenze di motivazione richieste in tale procedura. Al riguardo, va rilevato che in una sentenza STF 6 60/2021 del 28 giugno 2022 pubblicata in SVR 1/2023 UV nr. 2, il Tribunale federale ha confermato la decisione con la quale l'assicuratore LAINF ha dichiarato irricevibile l'opposizione interposta dall'assicurato, per il motivo che non era stata motivata e che l'assicurato non aveva provveduto a correggere tale vizio nonostante i termini accordatigli per porvi rimedio. In quel caso, con decisione del 22 agosto 2019, l'amministrazione aveva messo fine al diritto alle prestazioni tre mesi dopo l'evento infortunistico, secondo quanto valutato dal medico fiduciario. Contro tale decisione l'assicurato, per il tramite della propria protezione giuridica, aveva formulato opposizione in data 20 settembre 2019, chiedendo un termine supplementare al fine di produrre ulteriore documentazione medica da parte dei propri medici curanti. Tale richiesta era stata accolta dall'assicuratore LAINF, il quale aveva poi accordato ulteriori proroghe per motivare l'opposizione del 20 settembre 2019, fino ad un ultimo termine, fissato al 13 ottobre 2020, con la comminatoria che in caso contrario l'amministrazione non sarebbe entrata nel merito. A fronte di un'ulteriore richiesta della protezione giuridica, formulata in data 13 ottobre 2020, di ottenere un prolungamento del termine fino a fine ottobre o novembre 2020, sperando nel frattempo di ricevere la necessaria documentazione medica, con decisione del 19 ottobre 2020 l'Istituto assicuratore aveva dichiarato l'opposizione irricevibile. Tale decisione su opposizione era stata giudicata corretta da parte dei primi giudici, i quali avevano sottolineato come con l'opposizione del 20 settembre 2019 l'assicurato si fosse limitato a contestare il raggiungimento dello status quo sine, senza minimamente motivare la propria allegazione. E ciò neppure successivamente, nonostante il lungo tempo trascorso tra la decisione del 22 agosto 2019 e la scadenza dell'ultimo termine accordato a tal fine (13 ottobre 2020). L'Alta Corte ha integralmente confermato la decisione dell'assicuratore LAINF, rilevando, in particolare, come l'assicurato, malgrado agisse per il tramite di un rappresentante professionista, avesse mancato di soddisfare le (non elevate) esigenze di motivazione richieste nella procedura d'opposizione. Nel caso concreto, non avendo la rappresentante dell'assicurato provveduto ad accertare quale fosse il termine ultimo per potere validamente inoltrare opposizione, deve ora portarne le conseguenze. Inoltre, la patrocinatrice dell'assicurato non solleva argomenti che possano costituire un motivo scusabile per non rispettare un termine legale (e chiedere eventualmente la restituzione del termine ai sensi dell'art. 41 LPGGA; cfr. STF 2C_448/2009 del 10 luglio 2009; STFA C 366/99 del 18 gennaio 2000; DLA 2002 N. 15 pag. 113; DLA 2000 N. 6, consid. 2, pag. 31; DLA 1988 N. 17, consid. 4a, pag. 128; DTF 110 V 339, consid. 3, pag. 343 e DTF 110 V 210, consid. 4, pag. 216; STCA 35.2019.75 del 23 gennaio 2020, consid. 2.5). In queste condizioni, avendo la patrocinatrice presentato il complemento di opposizione soltanto il 30 maggio 2025 (doc.

72), l'atto in questione deve essere dichiarato tardivo. La decisione su opposizione del 10 giugno 2025 deve pertanto essere confermata. 2.11. Alla luce di quanto precedentemente esposto, questo Tribunale rinuncia all'assunzione di ulteriori prove (in particolare, all'audizione del precedente rappresentante dell'assicurato, cfr. doc. V). In proposito, va ricordato che, per costante giurisprudenza, quando l'istruttoria da effettuare d'ufficio conduce l'amministrazione o il giudice, in base ad un apprezzamento coscienzioso delle prove, alla convinzione che la probabilità di determinati fatti deve essere considerata predominante e che altri provvedimenti probatori più non potrebbero modificare il risultato (valutazione anticipata delle prove), si rinuncerà ad assumere altre prove (cfr. STF 9C_632/2012 del 10 gennaio 2013; STF 9C_231/2012 del 24 agosto 2012), senza che ciò costituisca una lesione del diritto di essere sentito sancito dall'art. 29 cpv. 2 Cost. (DTF 124 V 94 consid. 4b, 122 V 162 consid. 1d e sentenza ivi citata). 2.12. L'art. 61 lett. a LPGA, in vigore fino al 31 dicembre 2020, prevedeva che la procedura deve essere semplice, rapida, di regola pubblica e gratuita per le parti ; la tassa di giudizio e le spese di procedura possono tuttavia essere imposte alla parte che ha un comportamento temerario o sconsiderato. In data 1° gennaio 2021 è entrata in vigore una modifica della LPGA. L'art. 61 lett. a LPGA prevede ora unicamente che la procedura deve essere semplice, rapida e, di regola pubblica. Dalla medesima data è entrato in vigore l'art. 61 lett. f bis LPGA secondo cui in caso di controversie relative a prestazioni, la procedura è soggetta a spese se la singola legge interessata lo prevede; se la singola legge non lo prevede il tribunale può imporre spese processuali alla parte che ha un comportamento temerario o sconsiderato. Trattandosi di una controversia relativa a prestazioni LAINF, il legislatore non ha previsto di prelevare le spese. Sul tema, cfr. anche STF 9C_369/2022 del 19 settembre 2022; STF 9C_368/2021 del 2 giugno 2022; SVR 2022 KV Nr. 18 (STF 9C_13/2022 del 16 febbraio 2022); STF 9C_394/2021 del 3 gennaio 2022; STF 8C_265/2021 del 21 luglio 2021 (al riguardo cfr. Ares Bernasconi, Actualités du TF, 8C_265/2021 du 21 juillet 2021 - frais judiciaires pour les tribunaux cantonaux des assurances selon la révision de la LPGA du 21 juin 2019, in SZS/RSAS 2/2022 p. 107; Messaggio Nr. 8480 del Consiglio di Stato del 21 agosto 2024 "Rapporto sull'iniziativa parlamentare presentata il 4 maggio 2021 nella forma elaborata da Lara Filippini e Sabrina Aldi per la modifica dell'art. 29 della Legge di procedura per le cause davanti al Tribunale cantonale delle assicurazioni (Lptca) del 23 giugno 2008 (Implementazione della revisione LPGA alle spese giudiziarie dinanzi al Tribunale cantonale delle assicurazioni) e controprogetto").

E. 24

novembre 2025

In nome della Repubblica e Cantone Ticino

Il Tribunale cantonale delle assicurazioni

composto dei giudici:

Daniele Cattaneo, presidente,

Raffaele Guffi, Ivano Ranzanici

redattrice:

Cinzia Raffa Somaini, cancelliera

segretario:

Gianluca Menghetti

statuendo sul ricorso del 10 luglio 2025 di

RI 1

contro

la decisione su opposizione del 10 giugno 2025 emanata da

CO 1

in materia di assicurazione contro gli infortuni

ritenuto in fatto

1.2. Esperiti gli accertamenti medico-amministrativi del caso, con decisione formale del 27 marzo 2025, l'assicuratore ha rilevato di avere preso a carico i costi dell'operazione del 5 febbraio 2025, sebbene non concernesse i postumi di infortunio. Nel rispetto di quanto valutato dal proprio servizio medico (secondo il quale dopo tre mesi i disturbi non sono più riconducibili all'infortunio) l'istituto assicuratore ha chiuso il caso a decorrere dal 3 aprile 2025 (doc. 17/148).

1.3. Con scritto del 24 aprile 2025 l'assicurato, rappresentato dal sindacato _____, ha interposto una opposizione con riserva di complemento, chiedendo nel contempo la visione degli atti al fine di poter apportare le necessarie argomentazioni (cfr. doc. 68).

1.4. L'istituto assicuratore ha provveduto a trasmettere al rappresentante dell'assicurato gli atti richiesti tramite messaggio di posta elettronica del 25 aprile 2025 (doc. H).

considerato in diritto

in ordine

2.1. Preliminarmente, richiamata la STF 8C_85/2017 del 20 aprile 2018 consid. 5.2 (relativa a un caso in cui l'incarico era stato affidato dall'assicuratore a un legale esterno all'istituto per le fasi della procedura giudiziaria; sul tema, si veda pure la STF 8C_561/2019 dell'11 maggio 2020 consid. 1), questa Corte rileva che decide la presente vertenza nella sua composizione ordinaria (pubblicata su FUCT N. 94 del 16 maggio 2024) poiché, come dichiarato dall'CO 1 in una comunicazione dell'8 giugno 2020 al TCA, l'incarico sub judice è stato trattato dalla funzionaria che figura nell'instestazione degli allegati prodotti (in concreto, dall'avv. RA 2), senza che la giurista di lingua italiana figlia del Giudice Ivano Ranzanici se ne sia in alcun modo occupata (cfr. STF 8C_668/2021 del 18 febbraio 2022 consid. 2.1).

nel merito

2.2. Nel caso di specie è litigiosa la questione di sapere se l'CO 1 fosse legittimato a dichiarare irricevibile l'opposizione dell'assicurato, oppure no.

2.3. Secondo l'art. 52 cpv. 1 LPGA, le decisioni possono essere impugnate entro trenta giorni facendo opposizione presso il servizio che le ha notificate; fanno eccezione le decisioni processuali e pregiudiziali.

Fondandosi sulla delega di competenza prevista dall'art. 81 LPGA, il Consiglio federale ha emanato gli articoli 10 a 12 OPGA riguardanti la forma e il contenuto dell'opposizione, come pure la procedura di opposizione. L'art. 10 cpv. 1 OPGA recita che l'opposizione

deve contenere una conclusione e una motivazione. L'opposizione scritta deve portare la firma dell'opponente o del suo patrocinatore (art. 10 cpv. 4 prima frase OPGA). L'assicuratore mette a verbale l'opposizione fatta oralmente; il verbale deve essere firmato dall'opponente o dal suo patrocinatore (art. 10 cpv. 4 seconda frase OPGA). Se l'opposizione non soddisfa i requisiti di cui al capoverso 1 o se manca la firma, l'assicuratore assegna un congruo termine per rimediare, con la comminatoria che in caso contrario non si entrerà nel merito (art. 10 cpv. 5 OPGA). Se le condizioni di ricevibilità non sono adempiute, la procedura di opposizione termina con una decisione d'irricevibilità (DTF 142 V 152 consid. 2.2 e i riferimenti).

2.4. Conformemente alla giurisprudenza relativa all'art. 61 lett. b seconda frase LPGGA, concernente la procedura giudiziaria di prima istanza, occorre assegnare un termine che permetta all'interessato di rettificare il proprio ricorso, non soltanto se le conclusioni o i motivi peccano di chiarezza ma, in modo generale, laddove un ricorso non rispetta le esigenze legali. Si tratta qui di una prescrizione formale che obbliga il giudice di prima istanza - eccezion fatta nei casi di manifesto abuso di diritto - a fissare un termine per correggere i vizi dell'allegato ricorsuale. Tenuto conto del medesimo tenore letterale tra l'art. 61 lett. b seconda frase LPGGA e l'art. 10 cpv. 5 OPGA, questi principi si applicano anche alla procedura di opposizione (DTF 142 V 152 consid. 2.3 e i riferimenti).

2.5. Le esigenze poste alla forma e al contenuto di un'opposizione non sono elevate. Basta che la volontà del destinatario di una decisione di non accettare quest'ultima emerga chiaramente dal suo allegato o dalle sue dichiarazioni (STF 8C_775/2016 del 1° febbraio 2017 consid. 2.4 e riferimenti; 8C_748/2021 del 23 marzo 2022 consid. 4.3.2.). Nel caso in cui difetti una tale volontà chiaramente espressa di contestare la decisione, si ritiene che non sia stata avviata alcuna procedura di opposizione e non vi è quindi l'obbligo di fissare un termine di grazia (STF 8C_475/2007 del 23 aprile 2008 consid. 4.2; DTF 143 V 249 consid. 6.2; 134 V 162 consid. 5.1; 116 V 353 consid. 2b e i riferimenti).

In una sentenza 8C_337/2013 del 19 dicembre 2013 consid. 4, il Tribunale federale ha precisato che l'opposizione è un rimedio di diritto che permette al destinatario di una decisione di ottenere il riesame da parte dell'autorità prima che un giudice non sia adito. L'opposizione assicura la partecipazione dell'assicurato nel processo decisionale. In tale contesto l'opposizione riveste un vero interesse solo se l'opponente deve esporre i motivi del suo disaccordo con la decisione che lo concerne in modo implicito o esplicito.

In una sentenza 8C_817/2017 del 31 agosto 2018, il TF, relativamente all'art. 10 cpv. 5 OPGA, ha sviluppato le seguenti considerazioni:

Dans le cas dont la Cour fédérale avait à juger (arrêt 9C_191/2016 précité), la décision administrative litigieuse avait été notifiée à son destinataire le 1er avril 2014 et le délai d'opposition échoyait le 16 mai 2014 en tenant compte de la suspension des délais. L'avocat mandaté par l'assuré concerné avait formé une opposition non motivée le 2 avril 2014 en demandant à consulter le dossier de son mandant ainsi qu'un délai supplémentaire de 30 jours pour motiver son opposition en référence à l'art. 10 al. 5 OPGA, ce qui lui avait été accordé (jusqu'au 30 mai 2014). Le dossier fut communiqué à l'avocat le 10 ou le 11 avril 2014. Celui-ci déposait une opposition motivée le dernier jour du délai prolongé (le 30 mai 2014). Vu le temps encore suffisant à disposition de l'avocat pour régulariser son opposition initiale à l'intérieur de délai légal, la Cour fédérale a considéré que l'administration n'avait pas respecté la ratio legis de l'art. 10 al. 5 OPGA en octroyant un délai supplémentaire au 30

mai 2014, ce que le mandataire professionnel aurait dû reconnaître sachant que le délai d'opposition de 30 jours, en tant que délai légal, n'est pas prolongeable (art. 40 al. 1 LPGa). Celui-ci ne pouvait donc se prévaloir de bonne foi de l'octroi du délai prolongé à l'appui de la recevabilité de son opposition motivée. Cette écriture, parvenue à l'administration dans le délai supplémentaire accordé mais en dehors du délai légal de 30 jours, était par conséquent irrecevable. Celle, initiale, l'était également, faute de contenir une motivation.

5. En l'occurrence, on se trouve dans une situation similaire.

Il ressort des faits constatés par les juges cantonaux que le délai légal de 30 jours pour former opposition à la décision de la CNA du 23 novembre 2016 arrivait à échéance au plus tôt le 9 janvier 2017. L'assuré a mandaté ASSUAS, qui revêt la qualité d'un mandataire professionnellement qualifié en matière de droit des assurances sociales, pour la défense de ses intérêts dans la procédure d'opposition. Le 2 décembre 2016, soit à une date encore bien éloignée de l'échéance du délai légal d'opposition, ASSUAS a déposé une écriture d'opposition en prenant uniquement une conclusion relative à l'indemnité pour atteinte à l'intégrité et dépourvue de grief et de conclusion sur l'aspect de la décision concernant la rente. Après avoir sollicité et obtenu de la CNA la communication du dossier administratif et médical le 14 décembre 2016, il restait à ASSUAS encore 26 jours avant l'échéance du délai légal, dont 10 en dehors de la période de suspension des délais, pour compléter le cas échéant les conclusions et la motivation de son écriture d'opposition initiale. Cet intervalle de temps doit être considéré comme suffisant au sens de la jurisprudence exposée ci-dessus (cf. supra 4), surtout que les exigences de motivation ne sont pas très élevées en procédure d'opposition. Il s'ensuit qu'ASSUAS ne pouvait compter sur le fait qu'un délai supplémentaire lui avait été accordé jusqu'au 28 février 2017 pour indiquer à ce moment-là les points sur lesquelles la décision de la CNA était attaquée et les motiver, alors qu'elle aurait pu le faire dans le délai légal. Aussi bien, dès lors qu'il n'est pas possible de déduire de l'opposition du 2 décembre 2016 que l'assuré entendait contester la décision du 23 novembre 2016 sur ses deux objets, faute de grief et conclusion sur la question du droit à la rente, la recourante était-elle fondée à considérer que ladite décision était entrée en force sur ce point.

Le recours doit donc être admis et le jugement cantonal réformé en tant qu'il renvoie la cause à la CNA pour statuer sur le droit à la rente par une décision sur opposition. () ■

In proposito, vedi anche STF 8C_318/2025 del 26 settembre 2025 consid. 3.3.; 8C_245/2022 del 7 settembre 2022 consid. 3.3; 8C_289/2022 del 5 agosto 2022 consid. 4; 8C_660/2021 del 28 giugno 2022 consid. 3.3; 9C_191/2016 del 18 maggio 2016 (cfr., pure, la STCA 35.2022.74 del 24 gennaio 2023 consid. 2.5.).

In data 16 agosto 2021 le era stata inviata una copia del dossier. Con scritto del 31 agosto 2021, la patrocinatrice aveva comunicato all'amministrazione che: ■ "Afin que je puisse prendre connaissance du dossier et conférer avec mon mandant de son dossier, je vous informe que la motivation de l'opposition formée le 9 août 2021 vous parviendra le 30 septembre 2021 au plus tard". Il 30 settembre 2021 la patrocinatrice aveva motivato l'opposizione interposta contro la decisione del 14 luglio 2021.

Con decisione del 20 ottobre 2021, l'assicuratore LAINF aveva dichiarato irricevibile l'opposizione, per il motivo che quella del 9 agosto 2021 non era stata motivata mentre quella del 30 settembre 2021 era sì motivata ma tardiva, visto che il termine legale per interporla era scaduto il 14 settembre 2021.

Con pronuncia del 7 marzo 2022, la Corte delle assicurazioni sociali del Cantone Vaud aveva annullato la decisione impugnata e rinviato gli atti all'amministrazione, affinché entrasse nel merito dell'opposizione, ritenendo, tra l'altro, che la stretta applicazione delle regole di procedura fosse lesiva del principio di interdizione di un eccessivo formalismo e delle regole della buona fede.

Chiamata a pronunciarsi, la Corte federale ha innanzitutto nuovamente sottolineato il ratio legis degli articoli 61 lett. b LPGA e 10 cpv. 5 OPGA (cfr. consid. 3.3 della STF in questione). In particolare, essa ha ribadito che, a fronte di un termine legale non prorogabile di 30 giorni per presentare opposizione contro una decisione, è stata prevista l'assegnazione di un congruo termine da parte dell'autorità per rimediare ai vizi di forma (mancanza di conclusioni e motivazione) ai sensi degli articoli 61 lett. b LPGA e 10 cpv. 5 OPGA, così da proteggere il semplice cittadino privo di conoscenze giuridiche, il quale, ignorando le esigenze formali di ricevibilità, ha depositato poco prima della scadenza del termine di 30 giorni uno scritto privo di motivazione, o la cui motivazione appare carente, dandogli così modo di presentare un'opposizione in buona e dovuta forma. Un'analoga assegnazione si impone anche nel caso in cui l'assicurato abbia agito con il patrocinio di un avvocato o di altro rappresentante professionalmente qualificato nella materia, ma solo allorché tali soggetti, a causa del tardivo incarico, non dispongano più di sufficiente tempo per adeguatamente motivare l'impugnativa per mancanza di conoscenza degli atti. Al di fuori di tale fattispecie, non vi sono altri casi in cui il termine possa essere legittimamente prorogato (cfr. STF 8C_817/2017 del 31 agosto 2018 consid. 4 e riferimenti).

L'Alta Corte ha quindi annullato la sentenza cantonale e confermato la decisione dell'assicuratore LAINF, sottolineando in particolare come la patrocinatrice dell'assicurato avesse mancato di soddisfare le (non elevate) esigenze di motivazione richieste nella procedura d'opposizione entro il termine legale del 14 settembre 2021, nonostante avesse avuto sufficientemente tempo per farlo (considerato che il dossier le era stato inviato il 26 agosto 2021 e che il suo scritto era datato 31 agosto 2021, ovvero 19 giorni rispettivamente 14 giorni prima della scadenza del termine legale). Il TF ha segnatamente rilevato quanto segue:

Dès lors que la recourante ne pouvait pas - les conditions de l'art. 10 al. 5 OPGA n'étant pas remplies - octroyer à l'intimé un délai de régularisation pour motiver son opposition, le point de savoir si l'écriture du 31 août 2021 aurait dû être interprétée comme une demande de prolongation de délai peut rester indécis. En tant que mandataire professionnelle, de surcroît spécialiste FSA en responsabilité civile et en droit des assurances, M e () devait savoir qu'elle ne pouvait pas motiver l'opposition au-delà du 14 septembre 2021 et la recourante n'était pas tenue d'attirer son attention sur ce point. Le silence de la recourante ensuite de la réception de l'écriture du 31 août 2021 ne pouvait en tout cas pas être interprété comme l'admission tacite d'une requête de prolongation du délai jusqu'au 30 septembre 2021. On ajoutera, par surabondance de motifs, que même si la recourante avait, à tort, expressément accordé une telle prolongation de délai, la confiance qu'aurait placée la mandataire dans l'octroi de ce délai supplémentaire n'aurait pas pu être protégée (cf. consid. 3.3 in fine supra; cf. aussi arrêt 8C_217/2021 du 7 juillet 2021 consid. 6.2). Le grief tiré d'une violation de l'art. 10 al. 5 OPGA s'avère ainsi fondé.■

In una recente sentenza 8C_318/2025 del 26 settembre 2025, l'Alta Corte ha parimenti annullato la pronuncia dei primi giudici e confermato la decisione con la quale

l'Amministrazione aveva dichiarato irricevibile l'opposizione presentata dall'assicurazione di protezione giuridica di un'assicurata.

In quel caso, con decisione del 25 marzo 2024, notificata il 26 marzo 2024, l'assicuratore infortuni aveva posto termine alle prestazioni in relazione all'infortunio del 7 marzo 2019. L'assicurata, rappresentata dalla propria assicurazione di protezione giuridica, come da procura sottoscritta in data 1 maggio 2024, con scritto del 2 maggio 2024 aveva interposto formale opposizione, richiedendo la copia degli atti al fine di poter adeguatamente motivare l'opposizione.

Il 15 maggio 2024 l'istituto assicuratore aveva quindi chiesto alla rappresentante dell'assicurata di voler trasmettere entro il 22 maggio 2024 una copia dell'annuncio di infortunio inviatole dall'assicurata, precisando che in difetto di ciò, non sarebbe entrato nel merito dell'opposizione.

A fronte dell'ulteriore richiesta di accesso agli atti del dossier formulata in data 16 maggio 2024 dall'assicurazione di protezione giuridica, in data 27 maggio 2024 l'assicuratore infortuni aveva dichiarato l'opposizione irricevibile.

Con pronunzia del 2 maggio 2025, la Corte delle assicurazioni sociali del Canton Ginevra aveva annullato la decisione impugnata e rinviato gli atti all'Amministrazione affinché entrasse nel merito dell'opposizione.

Chiamata a pronunciarsi, la Corte federale ha innanzitutto nuovamente sottolineato la ratio legis degli articoli 61 lett. b LPGA e 10 cpv. 5 OPGA (cfr. consid. 3.3 della STF in questione). In particolare, essa ha ribadito che, a fronte di un termine legale non prorogabile di 30 giorni per presentare opposizione contro una decisione, è stata prevista l'assegnazione di un congruo termine da parte dell'autorità per rimediare ai vizi di forma (mancanza di conclusioni e motivazione) ai sensi degli articoli 61 lett. b LPGA e 10 cpv. 5 OPGA, così da proteggere il semplice cittadino privo di conoscenze giuridiche, il quale, ignorando le esigenze formali di ricevibilità, ha depositato poco prima della scadenza del termine di 30 giorni uno scritto privo di motivazione, o la cui motivazione appare carente, dandogli così modo di presentare un'opposizione in buona e dovuta forma. Un'analoga assegnazione si impone anche nel caso in cui l'assicurato abbia agito con il patrocinio di un avvocato o di altro rappresentante professionalmente qualificato nella materia, ma solo allorché tali soggetti, a causa del tardivo incarico, non dispongano più di sufficiente tempo per adeguatamente motivare l'impugnativa per mancanza di conoscenza degli atti. Al di fuori di tale fattispecie, non vi sono altri casi in cui il termine possa essere legittimamente prorogato (cfr. STF 8C_245/2022 del 7 settembre 2022 consid. 3.3.; 8C_817/2017 del 31 agosto 2018 consid. 4 e riferimenti).

L'Alta Corte ha quindi annullato la sentenza cantonale e confermato la decisione dell'assicuratore LAINF, sottolineando in particolare come l'assicurazione di protezione giuridica, nonostante fosse stata contattata dall'assicurata in data 19 aprile 2024 (quindi ben prima della scadenza del termine legale per formulare opposizione, scadente il 7 maggio 2024), avesse atteso fino al 30 aprile 2024 per inviare alla ricorrente la procura da sottoscrivere e addirittura fino al 2 maggio 2024 per formulare un'opposizione non rispettosa delle (non elevate) esigenze di motivazione richieste nella procedura d'opposizione, richiedendo di poter avere accesso agli atti, senza neppure preoccuparsi di attirare l'attenzione dell'Amministrazione sull'urgenza della richiesta, stante l'ormai prossima scadenza del termine (il 7 maggio 2024).

Il TF ha segnatamente rilevato quanto segue:

2.7. Il TCA ricorda infine che, giusta l'art. 40 cpv. 1 LPGA, il termine legale non può essere prorogato. Il cpv. 2 della medesima norma recita che se l'assicuratore assegna un termine per una determinata azione, commina contemporaneamente le conseguenze in caso di inosservanza. Sono escluse conseguenze diverse da quelle comminate. Ai sensi del cpv. 3, il termine stabilito dall'assicuratore può essere prorogato, purché sussistano motivi sufficienti, se la parte ne fa richiesta prima della scadenza.

2.8. Nel caso di specie, dalle carte processuali emerge che il sindacato _____ designato dall'assicurato quale suo rappresentante a seguito dell'emanazione della decisione del 27 marzo 2025, come risulta dalla procura sottoscritta in data 24 aprile 2025 (cfr. doc. 69) con scritto del 24 aprile 2025 ha interposto una opposizione con riserva di complemento, del seguente tenore:

L'istituto assicuratore sostiene che tramite messaggio di posta elettronica del 25 aprile 2025, ore 14:12:55, ha assegnato all'assicurato un termine scadente il 27 maggio 2025 per completare l'opposizione, o ritirarla, rendendo attento l'assicurato che in caso di mancato rispetto del termine l'opposizione sarebbe stata dichiarata irricevibile (cfr. doc. 71).

Con messaggio di posta elettronica criptato (Secure Large File Transfer (LFT)) del

E. 25

aprile 2025, ore 14:13:00, con oggetto "atti _____ [confidential]", è stato correttamente ricevuto da _____ ("This is a delivery confirmation for the secure web mail") (cfr. doc. S).

Con l'impugnativa, la patrocinatrice dell'assicurato ha contestato la posizione dell'CO 1, rilevando che, in assenza di un termine, le sue motivazioni del 30 maggio 2025 sono da considerare tempestive.

L'avv. RA 1 ha, in particolare, contestato che _____ (precedente rappresentante legale dell'assicurato) abbia mai ricevuto la presunta e-mail del 25 aprile 2025 con la quale sarebbe stato impartito il termine del 27 maggio 2025 per completare l'opposizione.

Al contrario, come peraltro risulta chiaramente dalla conferma di ricezione recante quale oggetto la e-mail del 25 aprile 2025 delle ore 14:13:00, ella ha sottolineato che _____ abbia ricevuto unicamente la e-mail del 25 aprile 2025, ore 14:13:00, contenente gli atti.

Alla luce di tali inequivocabili dati di fatto, la legale ha quindi chiesto che l'opposizione cautelativa del 24 aprile 2025 completata dalle osservazioni del 30 maggio 2025 vengano considerate tempestive, con conseguente obbligo per l'CO 1 ad entrare nel merito (doc. I).

In sede risposta, l'CO 1 ha puntualizzato che il messaggio di posta elettronica del 25 aprile 2025 contenente il termine del 27 maggio 2025 concesso per completare l'opposizione e quello di medesima data contenente gli atti dell'incarto costituiscano un tutt'uno, di modo che non sia possibile ritenere che il precedente rappresentante legale dell'assicurato ne abbia ricevuto solo uno, senza l'altro (doc. III).

2.9. Chiamato a pronunciarsi, il TCA rileva che la decisione del 27 marzo 2025 è stata notificata all'assicurato il 4 aprile 2025, così come risulta dal tracciamento degli invii raccomandati esteri.

Pertanto il termine di 30 giorni per interporre opposizione previsto dall'art. 52 cpv. 1 LPGA, ha iniziato a decorrere il 5 aprile 2025 (art. 38 cpv. 1 LPGA) e sarebbe giunto a scadenza il 5 maggio 2025, ma, stante la sospensione del termine dal settimo giorno precedente la Pasqua (che cadeva il 20 aprile 2025) al settimo giorno successivo alla Pasqua incluso (cfr. art. 38 cpv. 4 lett. a LPGA), è in realtà giunto a scadenza il 20 maggio 2025.

Del resto, la Corte federale ha avuto modo di precisare che un avvocato deve sapere che il termine per interporre opposizione, in quanto termine legale, non può essere prorogato (art. 40 cpv. 1 LPGA), trattandosi, tra l'altro, pure di un principio generale del diritto (cfr. STF 8C_289/2022 del 5 agosto 2022 pubblicata in SVR 1/2023 UV nr. 4; 8C_217/2021 del 7 luglio 2021 pubblicata in SVR 12/2021 UV nr. 41 p. 183).

Va qui ricordato che, per costante giurisprudenza, gli assicurati devono sopportare le conseguenze delle azioni od omissioni delle persone alle quali hanno affidato il compito di fare valere i propri diritti (cfr. STF 8C_126/2019 del 5 marzo 2019; STF 9C_739/2018 del 14 febbraio 2019 consid. 5.3.; STF 8C_431/2018 del 24 gennaio 2019 consid. 4.3.; STF 8C_787/2018 del 17 dicembre 2018; STF 8C_915/2014 del 26 febbraio 2015 consid. 4.1.; STF 8C_563/2010 del 29 settembre 2010 consid. 2.2.; STF 8C_984/2008 dell'11 maggio 2009; DLA 2002 pag. 259; STCA 38.2008.1 dell'8 maggio 2008 confermata dal TF con sentenza 8C_466/2008 del 1° aprile 2009; STCA 38.2014.42 del 20 novembre 2014 consid. 2.6.; STCA 35.2006.39 del 7 settembre 2006 consid. 2.7.; STCA 39.2002.67 del 20 febbraio 2003, STCA 35.2019.75 del 23 gennaio 2020 confermata in STF 8C_171/2020 del 14 aprile 2020).

Stante l'importanza di conoscere il termine ultimo disponibile per interporre un'opposizione rispettosa delle esigenze legali, la professionista avrebbe necessariamente dovuto sincerarsi di quanto tempo avesse a disposizione per presentare un'opposizione nelle dovute forme, se del caso fornendo una motivazione sommaria, persino con poche frasi (cfr., a tal proposito, STF 8C_10/2021 del 28 aprile 2021 consid. 3.3; 8C_171/2020 del 14 aprile 2020 consid. 4.3; 8C_386/2016 del 10 novembre 2016 consid. 4; STCA 35.2022.74 del 24 gennaio 2023 consid. 2.7.) - ribadite le (non elevate) esigenze di motivazione richieste in tale procedura.

Nel caso concreto, non avendo la rappresentante dell'assicurato provveduto ad accertare quale fosse il termine ultimo per potere validamente inoltrare opposizione, deve ora portarne le conseguenze.

Inoltre, la patrocinatrice dell'assicurato non solleva argomenti che possano costituire un motivo scusabile per non rispettare un termine legale (e chiedere eventualmente la restituzione del termine ai sensi dell'art. 41 LPGA; cfr. STF 2C_448/2009 del 10 luglio 2009; STFA C 366/99 del 18 gennaio 2000; DLA 2002 N. 15 pag. 113; DLA 2000 N. 6, consid. 2, pag. 31; DLA 1988 N. 17, consid. 4a, pag. 128; DTF 110 V 339, consid. 3, pag. 343 e DTF 110 V 210, consid. 4, pag. 216; STCA 35.2019.75 del 23 gennaio 2020, consid. 2.5).

In queste condizioni, avendo la patrocinatrice presentato il complemento di opposizione soltanto il 30 maggio 2025 (doc. 72), l'atto in questione deve essere dichiarato tardivo.

La decisione su opposizione del 10 giugno 2025 deve pertanto essere confermata.

2.11. Alla luce di quanto precedentemente esposto, questo Tribunale rinuncia all'assunzione di ulteriori prove (in particolare, all'audizione del precedente rappresentante

dell'assicurato, cfr. doc. V).

In proposito, va ricordato che, per costante giurisprudenza, quando l'istruttoria da effettuare d'ufficio conduce l'amministrazione o il giudice, in base ad un apprezzamento coscienzioso delle prove, alla convinzione che la probabilità di determinati fatti deve essere considerata predominante e che altri provvedimenti probatori più non potrebbero modificare il risultato (valutazione anticipata delle prove), si rinuncerà ad assumere altre prove (cfr. STF 9C_632/2012 del 10 gennaio 2013; STF 9C_231/2012 del 24 agosto 2012), senza che ciò costituisca una lesione del diritto di essere sentito sancito dall'art. 29 cpv. 2 Cost. (DTF 124 V 94 consid. 4b, 122 V 162 consid. 1d e sentenza ivi citata).

2.12. L'art. 61 lett. a LPGA, in vigore fino al 31 dicembre 2020, prevedeva che la procedura deve essere semplice, rapida, di regola pubblica e gratuita per le parti; la tassa di giudizio e le spese di procedura possono tuttavia essere imposte alla parte che ha un comportamento temerario o sconsiderato.

In data 1° gennaio 2021 è entrata in vigore una modifica della LPGA. L'art. 61 lett. a LPGA prevede ora unicamente che la procedura deve essere semplice, rapida e, di regola pubblica.

Dalla medesima data è entrato in vigore l'art. 61 lett. b LPGA secondo cui in caso di controversie relative a prestazioni, la procedura è soggetta a spese se la singola legge interessata lo prevede; se la singola legge non lo prevede il tribunale può imporre spese processuali alla parte che ha un comportamento temerario o sconsiderato.

Trattandosi di una controversia relativa a prestazioni LAINF, il legislatore non ha previsto di prelevare le spese.

Sul tema, cfr. anche STF 9C_369/2022 del 19 settembre 2022; STF 9C_368/2021 del 2 giugno 2022; SVR 2022 KV Nr. 18 (STF 9C_13/2022 del 16 febbraio 2022); STF 9C_394/2021 del 3 gennaio 2022; STF 8C_265/2021 del 21 luglio 2021 (al riguardo cfr. Ares Bernasconi, *Actualités du TF*, 8C_265/2021 du 21 juillet 2021 - frais judiciaires pour les tribunaux cantonaux des assurances selon la révision de la LPGA du 21 juin 2019, in *SZS/RSAS* 2/2022 p. 107; Messaggio Nr. 8480 del Consiglio di Stato del 21 agosto 2024 ■ Rapporto sull'iniziativa parlamentare presentata il 4 maggio 2021 nella forma elaborata da Lara Filippini e Sabrina Aldi per la modifica dell'art. 29 della Legge di procedura per le cause davanti al Tribunale cantonale delle assicurazioni (Lptca) del 23 giugno 2008 (Implementazione della revisione LPGA alle spese giudiziarie dinanzi al Tribunale cantonale delle assicurazioni) e controprogetto■).

dichiara e pronuncia

Per il Tribunale cantonale delle assicurazioni

Il presidente

Daniele Cattaneo

Il segretario di Camera

Gianluca Menghetti

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.